

## Pour un contrat présidentiel

Dans le cadre de la V<sup>e</sup> République, l'élection présidentielle constitue un fait politique majeur. D'abord par la nature du pouvoir présidentiel qui est déterminant pour l'ensemble de la politique suivie au plan national et international comme pour le choix des hommes appelés à l'appliquer. C'est le système le plus anti-autogestionnaire qui soit.

D'autre part, le scrutin instauré pour les présidentielles est celui où les courants politiques peuvent le plus directement mesurer leur influence nationale. Dans le contexte institutionnel et politique actuel, l'impact d'une campagne présidentielle est extrêmement important. Ses répercussions sont considérables tant du point de vue de l'implantation et du développement interne que des conséquences pour l'ensemble de l'action ultérieure de l'organisation, y compris, bien entendu, pour les autres consultations électorales.

De ce point de vue, on peut mesurer aujourd'hui ce qu'a coûté au P.S.U. l'absence de candidature propre lors de l'élection de 74. En faisant échouer le principe d'une candidature Piaget, l'ancienne majorité rocardienne du P.S.U. détachait durablement du P.S.U. toute une aile de son électorat. Elle préparait efficacement l'opération « Assises du Socialisme » et l'intégration au sein du P.S. Un sursaut de la majorité des militants a

quant des moyens de changement dans la vie politique.

Mais ces deux traits ne sont pas présentés par le P.S.U. comme de simples revendications démocratiques. Ils seront directement liés au projet fondamental du P.S.U. : le socialisme autogestionnaire. C'est au nom d'un autre type de pouvoir et d'un autre type de société que nous nous opposons au pouvoir présidentiel et au système d'exploitation capitaliste qu'il a pour objet de renforcer. C'est par l'autogestion que seront véritablement garantis les droits et les libertés de tous.

La campagne du candidat P.S.U. sera essentiellement autogestionnaire et socialiste. C'est dans cet esprit que seront avancées au cours de la campagne les propositions du P.S.U. à l'égard des problèmes brûlants de l'heure : emploi, pouvoir d'achat, inégalités, durée et conditions de travail, salaires, force de frappe et énergie nucléaire, avortement et droits des femmes, minorités nationales, sans oublier les libertés.

L'élection présidentielle présente un certain nombre de caractères spécifiques dont il faut tenir compte pour déterminer la tactique à suivre entre les deux tours. Celle-ci a d'ailleurs ses répercussions sur le contenu de la campagne dans son ensemble. Le désistement pur et simple n'a

électeurs de faire campagne pour lui au second tour. C'est dans la mesure où ce candidat prendra lui-même un engagement clair et public, acceptant avec ceux qui se retireraient en sa faveur un véritable *contrat présidentiel*, que peut se constituer une majorité électorale entre les forces qui ont entre elles des divergences et ne cherchent pas à dissimuler ce qui les sépare derrière une fausse unité, comme dans le Programme commun, mais concluent un accord sur la base de la représentativité des forces composantes de la majorité électorale.

Ce contrat présidentiel publiquement débattu doit constituer un accord politique sur un certain nombre de points susceptibles de déboucher sur des actions communes. Les points que le P.S.U. peut livrer à ce débat peuvent porter sur :

1) Remise en chantier de la constitution de 1958, et recherche de lois électorales plus démocratiques, débloquant de la vie politique. Seuil des 5% scrutin majoritaire, referendum, limites du pouvoir présidentiel.

2) Priorité à la lutte contre les inégalités : salaires, revenus, ho et fé, minimum social garanti, gratuité soins santé, etc.

3) Mesures radicales sur le temps de travail.

4) *Place des femmes dans l'organisation sociale (rappel sur salaires, temps), loi anti-sexiste qui puisse permettre de mener un certain*



alors sauvé le P.S.U. et ainsi préservé l'existence d'un courant authentiquement autogestionnaire, mais elle n'a pu empêcher que le P.S.U. traîne le lourd handicap de son ralliement dès le premier tour à la candidature Mitterrand.

Alors que le problème se repose à nous pour l'élection de 1981, il nous faut absolument tirer les leçons du passé. Notre absence face à une candidature du P.S., qu'il s'agisse de Mitterrand, de Rocard, ou d'un autre candidat du P.S., ou en faveur de toute autre candidature, signifierait cette fois le rapide déclin et finalement la disparition du P.S.U. en tant qu'organisation politique.

Il ne faut pas se dissimuler que les conditions sont plus difficiles qu'en 1974. Il y a maintenant une première bataille à gagner qui est celle des 500 signatures de maires, conseillers généraux ou parlementaires. Cette bataille doit être menée dès maintenant et c'est une des raisons pour lesquelles il est nécessaire de désigner notre candidat le plus tôt possible. En ce sens, elle s'inscrit dans le prolongement des européennes : c'est la lutte pour le droit des minorités à l'expression politique contre le défi aux droits démocratiques que constituent les lois électorales en France, et, notamment celle qui régit les élections présidentielles. La candidature d'opposition au système présidentiel, elle est une candidature revendi-

plus de sens quand l'élection se joue sur un coup unique, sans aucune possibilité de réciprocité ni d'influence sur le programme de l'élu. En réalité le slogan « au second tour, on élimine » devient « au second tour, on s'élimine ». Dans ces conditions, la tentation de voter utile dès le premier tour est encore plus forte que dans les autres scrutins. A cela s'ajoute la concurrence entre le P.C. et le P.S. qui risque de pousser d'autant plus les électeurs de la gauche à délaissé les autres opinions.

Mais il n'y a pas de majorité de transformation possible sans que l'ensemble des forces qui poussent à la transformation sociale participent à l'action pour le changement. Nous estimons même au P.S.U. que sans la présence des forces autogestionnaires qui représentent la volonté de changer la gauche, les chances de transformation sont aussi illusoire qu'elles le furent avec le Programme commun et l'Union de la gauche qui s'effondrèrent en mars 1978.

Comment traduire ces réalités politiques dans le cadre de l'élection présidentielle ? Nous pensons qu'elles peuvent se traduire par une exigence clairement exprimée dès le premier tour : c'est dans la mesure où le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour acceptera de tenir compte d'un certain nombre de points, jugés par nous essentiels, que nous demanderons à nos

nombre de luttes de reconnaissance des droits. Application systématique de la représentation égale des deux sexes.

5) Remise en cause des investissements militaires : force de frappe, budget de guerre.

6) Arrêt des investissements dans le nucléaire. Investissements accrus des économies d'énergie et développement énergies nouvelles.

7) Politique à l'égard du tiers monde, immigration. Droits égaux à ceux des travailleurs français pour les travailleurs immigrés, arrêt des expulsions.

8) La défense des libertés.

Chacun peut comprendre alors que son vote au premier tour ne sera pas un vote perdu de pure sympathie ou de pur témoignage, mais au contraire un vote utile capable de jouer sur le contenu du « contrat présidentiel » et d'y inscrire tel ou tel point positif.

C'est donc avec cette double préoccupation que le candidat P.S.U. entend mener sa campagne : défendre le projet de société et les propositions concrètes du P.S.U., défendre l'idée d'un contrat obligeant le candidat de gauche placé en tête à tenir compte de la volonté exprimée par ceux qui luttent pour une gauche différente.

## Conseil nationaux J.O.C.F./JOC

Le 50<sup>e</sup> Conseil National de la J.O.C.F. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine) et le 55<sup>e</sup> Conseil national de la J.O.C. se sont déroulés à Saint-Étienne du 1<sup>er</sup> au 4 novembre derniers. La préparation de notre propre Conseil national ne nous a pas permis d'en rendre compte plus tôt dans les colonnes de T.S. Aussi, cet article se veut plus une présentation des orientations adoptées qu'une présentation du déroulement des Conseils proprement dits. Cela nous permettra peut-être de mieux comprendre un mouvement où certains côtés paradoxaux ne doivent pas nous empêcher de voir qu'il est aujourd'hui le plus important mouvement de jeunes existant comme le démontrait les 100 000 participants à la fête du 50<sup>e</sup> anniversaire il y a deux ans.

Participer à un congrès de la J.O.C. ou de la J.O.C.F. demande aux invités (représentants des partis politiques, presse, etc.) un effort d'écoute et d'attention auquel ils ne sont pas, a priori, particulièrement préparés. La forme des travaux revêt en effet un aspect très original, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il s'agit de mouvements de jeunes ; ce sont donc des moins de 25 ans qui animent les deux organisations, et ce à tous les niveaux. Ensuite, l'origine ouvrière des jocistes se traduit par des formes de langage et d'expression sensiblement différentes à celles des autres organisations. En effet, l'absence totale « d'intellectuels » se fait ressentir à la fois comme un « manque » mais surtout comme une richesse. Manque, car on est souvent surpris par des débats où tout se résume à des lectures à la tribune de textes préalablement rédigés, à la virgule près. Mais la richesse, car on sent, qu'il y a là l'expression collective de jeunes travailleurs, peu rodés aux « effets oratoires », mais porteurs d'un vécu et d'une action qui les remplacent avantageusement. Enfin, le double aspect « organisation ouvrière » et « mouvement d'Eglise » n'est pas sans créer un certain malaise pour l'observateur. L'engagement clair dans le mouvement ouvrier, et sur des bases particulièrement combatives, est-il compatible avec une appartenance fidèle à une Eglise dont on connaît par ailleurs les multiples aspects réactionnaires ? C'est pourtant sur cette double appartenance indissociable que les responsables jocistes reviennent sans cesse, la liant plus que jamais dans le rôle et la mission de leur mouvement. Il semble d'ailleurs que les délégués des fédérations soient à l'aise dans le fonctionnement des Conseils nationaux de leurs organisations. Et c'est fort bien ; car au moment où l'on parle à juste titre de « crise de militantisme », la J.O.C.F. et la J.O.C. ne semblent pas être touchés par ce phénomène général. Et cela est rassurant, car en plus de 50 ans d'histoire, elles ont donné au mouvement ouvrier, surtout syndical, nombre de cadres de valeur.

### La J.O.C.F. : une organisation de filles de la classe ouvrière

A toutes ces particularités, la J.O.C.F. en ajoute une de taille : elle regroupe exclusivement des filles. Si à l'origine l'existence de deux organisations différentes en fonction des sexes découlait directement de la morale catholique, elle se justifie aujourd'hui par bien d'autres raisons. On ne peut pas ne pas remarquer qu'avec plusieurs dizaines de milliers de membres, la J.O.C.F. est aujourd'hui la plus importante organisation féminine existante. Et les filles de la classe ouvrière sont tout aussi sensibles que d'autres à l'exploitation qu'elles subissent en tant que femmes. Si cela se traduit par une attention plus importante aux problèmes rencontrés par les jeunes travailleuses au niveau de l'exploitation économique, les autres questions posées par le mouvement des femmes ont également leur place dans les préoccupations des filles de la J.O.C.F. L'enquête sur la sexualité des jeunes de la classe ouvrière, réalisée l'an dernier avec la J.O.C. auprès de milliers de jeunes du monde ouvrier, a révélé l'importance de questions telles que la contraception, l'avortement, le couple, etc. Mais c'est aussi la difficulté d'être entendues en tant que filles, avec une façon originale spécifiquement réservée aux filles. Cette conscience d'être un apport original est souvent soulignée dans le rapport d'orientation adopté à ce 50<sup>e</sup> Conseil national.

« La J.O.C.F. est organisation ouvrière parce qu'elle s'adresse aux filles de la classe ouvrière, leur permet de s'organiser pour mener l'action, action qui se situe dans la lutte des classes. Parce qu'elle a sa façon originale de prendre en compte ce qui vit, ce que veut la jeunesse ouvrière.

En ce sens, elle a une place originale et unique dans le mouvement ouvrier. Elle n'est ni un parti politique, ni un syndicat, elle est mouvement d'éducation par l'action. »

C'est sur cette volonté d'éducation par l'action que repose en fait toute la démarche proposée par la J.O.C.F. ; cela est d'ailleurs également vrai de la J.O.C. Il s'agit de permettre aux filles de la classe ouvrière de comprendre tout ce qu'elles vivent, d'y donner un sens, de déterminer ce qu'elles veulent construire, de s'engager par l'action à le réaliser. Les objectifs de cette action sont clairement précisés : « transformer les conditions de travail, d'étude, de vie, pour changer la société capitaliste qui exploite, domine, aliène, pour se transformer, pour participer à la construction d'une société de type socialiste, sans classes, avec tout le mouvement ouvrier. »

« Au niveau des orientations précises qui se dégagent de ce 50<sup>e</sup> Conseil national, la J.O.C.F. met particulièrement l'accent sur la formation des militantes, la nécessité d'agir dans tous les secteurs de la vie (ce que nous appellerions « dans et hors production »), le développement de l'action commune entre les jeunes travailleuses ayant un emploi stable avec celles qui sont hors statuts. Il y a là un ensemble de choix qui ne peut que nous interpeller dans la mesure où ils rejoignent ceux que le P.S.U. a exprimé, notamment lors de la dernière Conférence Nationale Entreprises de Nancy. Du reste, la J.O.C.F. souligne elle-même ces convergences avec d'autres organisations de la classe ouvrière et précise bien : « nous voulons des militantes durables, parce que nous voulons former des militantes au-delà d'un engagement dans la J.O.C.F. ».

La J.O.C. en était pour sa part à son 55<sup>e</sup> Conseil national. Outre un certain nombre de choses communes avec la J.O.C.F., elle met surtout l'accent sur la nécessité d'une action efficace, qui réponde aux besoins de toutes les catégories de jeunes de la classe ouvrière : scolaires, chômeurs, apprentis, jeunes travailleurs, etc. C'est par là que passe pour les jocistes l'éducation par l'action, et cela les amène à insister sur les différentes formes de rassemblements, lieux privilégiés de prise de conscience. Ce Conseil national s'inscrit dans la continuité de ceux qui l'ont précédé. Aussi, la J.O.C. ne définit pas de grandes orientations théoriques mais précise celles qui ont été adoptées précédemment et les adapte à un certain nombre de préoccupations. Ainsi, animés par le souci de s'adresser à la masse, elle se donne comme priorité d'accroître son audience dans les grandes villes, les grosses réalités ouvrières et plus précisément la région parisienne. Autre priorité : la prise en compte des revendications qui se font jour au niveau de ce qu'elle appelle « le Cadre de Vie » mais qui regroupe en fait tout ce qui est hors-production, puisqu'elle précise : logement, consommation, transport, sexualité, santé, etc.

La J.O.C. tenait aussi surtout à redéfinir sa responsabilité dans le mouvement ouvrier. Précisant qu'elle participe avec les organisations syndicales et politiques à la transformation de la société, elle insiste sur le fait qu'elle ne se substitue pas à celles-ci, notamment au niveau de l'élaboration des analyses qui permettent de définir des projets de société et les stratégies pour y parvenir. Son rôle consiste beaucoup plus, selon elle, à être porte-parole de la jeunesse ouvrière auprès de ces organisations, afin qu'elles prennent en compte leurs besoins et leurs aspirations.

Cette façon de se situer n'est cependant pas sans contradiction. Ainsi la volonté de ne privilégier aucune organisation précise peut sembler en soi la meilleure des attitudes à prendre. Mais cela est-il possible ? La J.O.C. a, par exemple, été invitée à participer au collectif national concernant la pétition sur le nucléaire. Constatant que l'ensemble des organisations ouvrières n'était pas présentes dans ce collectif, elle a décidé de ne pas y participer. Cela a été fait dans le courant P.C./C.G.T. sur la question, puisque, de fait, ce courant est le seul à ne pas avoir accepté cette action commune. La question du nucléaire a d'ailleurs été au centre des interventions d'un certain nombre de délégués, reprochant à leur organisation non pas tant de ne pas répondre aux sollicitations, mais plutôt de ne pas donner de raisons à sa position. Ceci dit, les jocistes sont globalement satisfaits du fonctionnement et des orientations de leur organisation, comme l'a confirmé l'énorme majorité des mandats qui ont adopté les différents rapports soumis aux votes.

### Un mouvement, deux organisations

Pour la première fois, une partie importante des travaux réunissait la J.O.C.F. et la J.O.C., y compris sur des points communs d'orientation. Cette démarche correspond à la volonté de reconnaître le spécifique de chacune des deux organisations tout en prenant compte ce qu'elles ont de commun et la nécessité de l'action commune au service de l'efficacité. Cela amenait les deux organisations à apprendre conscience des difficultés d'un travail mixte respectant les unes et les autres. La question des possibilités d'expression et de prise de responsabilité des femmes a été soulevée. Rien ne pourra être fait qui mette ces dernières « à la remorque » de l'organisation des garçons.

En décidant une campagne Nationale d'Action commune, la J.O.C. et la J.O.C.F. ont fait le choix de répondre à un problème d'actualité concernant des millions de jeunes : la formation et l'avenir professionnel.

Cette campagne s'attaquera à ce qui fait la réalité actuelle de la situation des jeunes en la matière :

- redéploiement dans les lycées, avec de nombreuses classes surchargées ;
- abandon du monopole de la formation professionnelle par l'Education nationale ;
- expérimentation de la formation alternée Ecole-entreprise ;
- 1 800 000 chômeurs ;
- développement des intérim, des auxiliaires, des vacataires.

La campagne sera menée dans l'ensemble des fédérations et donnera lieu à l'élaboration d'un manifeste de l'avenir professionnel. Un bilan sera fait au mois de mars, lors de la tenue des « Assises de l'Avenir professionnel ».

### J.O.C./J.O.C.F. : mouvement d'église

Ce compte-rendu des travaux des différents Conseils nationaux ne serait pas honnête s'il ne rendait compte de cette particularité sans cesse réaffirmée : la J.O.C. est aussi un mouvement d'Eglise. Lors de la conférence de presse donnée au cours des travaux, de nombreuses questions ont été posées sur ce sujet : « Comment peut-on être chrétien et à gauche ? » aux questions venant de l'autre bord : « Comment peut-on être engagé à gauche et proclamer sa fidélité à une Eglise pour le moins réactionnaire, au niveau des instances hiérarchiques ? » Il va sans dire qu'aucune réponse satisfaisante n'a été enregistrée ni par les uns ni par les autres. La question prend toute son importance quand on pense par exemple que J.O.C. et J.O.C.F. ont mené une enquête récente sur la sexualité et que les résultats sont sensiblement différents aux principes de la morale chrétienne réaffirmés par le Pape avec de plus en plus de vigueur. Le mouvement a semble-t-il, en la matière, choisi la voie réformiste au sein de l'Eglise. C'est un paradoxe qu'il lui appartient d'assumer. Et l'accueil des invités a permis aux jocistes d'applaudir avec autant de fougue le député-maire communiste, le représentant du P.S.U. et l'évêque représentant l'épiscopat.

### Sur le terrain...

Les conseils nationaux terminés, les jocistes sont repartis dans leurs fédérations porteurs de l'ensemble des travaux de ces quatre jours. Il n'y a pas de doute que nous les retrouverons sur le terrain, parfois sous l'étiquette syndicale dont il a été réaffirmé aussi au P.S.U. — de prendre en compte les besoins et aspirations de la jeunesse ouvrière dont la J.O.C. et la J.O.C.F. sont porteurs... Sauront-ils le faire ?

Albert ROSSE

## RUDOLPH BAHRO AU PSU

De passage à Paris le vendredi 15 novembre, Rudolf Bahro qui séjourne en R.F.A. depuis sa libération de sa prison d'Allemagne de l'Est, s'est rendu à une rencontre organisée pour lui au siège du P.S.U. Accueilli par Victor Leduc qui a dit notre joie et notre fierté de le recevoir et souligné l'importance de son œuvre, « L'alternative » (1), pour les socialistes autogestionnaires.

Rudolf Bahro a longuement répondu aux questions qui lui ont été posées sur les libertés dans les deux Allemagnes, l'organisation du Parti, la transition au socialisme, etc. Parmi les participants à cette réunion : Claude Bourdet, Jean-Pierre Faye, Pierre Naville, Christine Buci-Gluskman, Hélène Parmelin, José Sanchez.



SPECIAL B.P.

## Halte à la calomnie

Le P.S.U. s'indigne des propos tenus à l'Assemblée nationale par M. Vivien, député R.P.R., mettant en cause de façon scandaleuse Jean-Pierre Vigier, maître de recherche au C.N.R.S.

Tout en précisant que Jean-Pierre Vigier n'est pas et n'a jamais été membre du P.S.U., le P.S.U. dénonce dans les allégations mensongères de M. Vivien reprenant les accusations de *Paris-Match* la poursuite d'une campagne de calomnie analogue à celle qui conduisit à l'assassinat d'Henri Curriel.

Bureau politique

## Grève sur bande

Le holding de service et de conseil en informatique CAP-SOGETI est en cours de restructuration.

Le personnel de Paris et de la province est en grève :

- pour faire face aux attaques contre les avantages acquis ;
- pour combler l'écart entre les salaires pratiqués au sein du groupe et ceux du reste de la profession (moins de 10 à 15 % selon le président du SYMTEC-Informatique) ;
- pour la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés dès l'embauche.

Assemblée générale du personnel en grève de l'Agence Montparnasse

## International

### Soutien au front Polisario

Une délégation du Front Polisario conduite par Malainin Ould Sadik, membre du Bureau politique et responsable adjoint des relations extérieures du Front Polisario, a été reçue au siège du P.S.U. par une délégation du P.S.U. conduite par Victor Leduc, membre du Bureau politique.

La délégation du Front Polisario a informé le P.S.U. de la situation actuelle au Sahara occidental et des succès remportés tant au plan militaire que des relations internationales.

Le P.S.U. se félicite de la dernière résolution des Nations-Unies sur le Sahara Occidental consacrant le Front Polisario comme le représentant légitime du peuple Sahraoui et demandant au Maroc de cesser l'occupation du Sahara occidental.

Le P.S.U. condamne le soutien militaire de l'impérialisme américain à la politique colonialiste du gouvernement marocain. Il condamne également le soutien qu'apporte à l'expansionnisme marocain le gouvernement français.

La délégation du P.S.U. assure la délégation du Polisario de son soutien total à la lutte du Peuple Saharaoui pour son indépendance et pour l'exercice de sa souveraineté sur l'intégralité du territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Le P.S.U. intensifiera son action pour la reconnaissance du Front Polisario par le gouvernement français et pour le retrait des troupes marocaines du Sahara occidental.

Il se félicite de l'accord de paix signé entre le Front Polisario et la Mauritanie et demande au Maroc de ouvrir des négociations directes de paix avec le Front Polisario.

Communiqué commun Polisario-P.S.U.

## NUCLEAIRE

Le Comité anti-nucléaire de Paris est à sa dixième phase de réorganisation. Au moment où les incidents techniques se multiplient dans les centrales nucléaires françaises en fonctionnement (Bugey 3, Chooz, Tricastin), au moment où la Commission américaine de réglementation nucléaire (N.C.R.) a décidé de suspendre le programme nucléaire U.S., il n'est plus possible de rester passifs en France face à l'irresponsabilité des technocrates du gouvernement et de l'E.D.F. qui n'hésitent pas à jouer avec la vie de millions d'individus.

N'attendez pas que ça se passe. Rejoignez-nous plutôt pour :

- développer la campagne de signatures de la pétition nationale et la grève du zèle (3 chèques) ;
- préparer des actions communes avec les 21 autres signataires de la pétition nationale (ex. : rassemblement national à Paris) ;
- intensifier la mobilisation dans la capitale.

Pour cela prenez contact avec le Comité anti-nucléaire de Paris, dont la nouvelle adresse est au C.I.C.P., 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. 531.43.38.

## Présentation d'une candidature PSU aux élections présidentielles

L'élection du Président de la République constitue un des faits politiques majeurs des deux années à venir. De tout temps, le P.S.U. s'est opposé au système présidentiel, le moins autogestionnaire qui soit. Cette élection peut être l'occasion d'une campagne sur le caractère profondément antidémocratique, de nos institutions. Surtout, elle peut permettre de tisser de nouveaux liens et d'entamer de nouveaux débats entre personnes se réclamant de l'autogestion autour d'une candidate autogestionnaire.

Tel est le sens que nous donnerons à la candidature d'Huguette Bouchardeau qui s'adresse à :

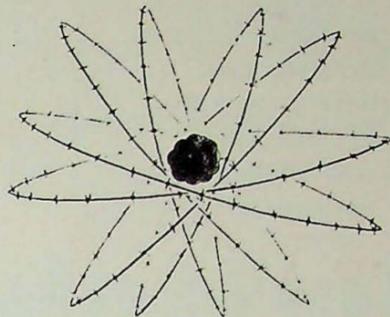
- ceux et celles qui, à gauche et chez les travailleurs, ne se reconnaissent pas dans les partis traditionnels (P.C.-P.S.) et aspirent à changer la pratique politique ;
- ceux et celles qui, refusant toute forme d'oppression des femmes, se posent la question de la responsabilité du capitalisme dans la continuation de cette situation ;
- ceux et celles qui, à gauche, s'inquiètent des restrictions de liberté auxquelles nous assistons depuis quelques années.

La candidature présentée par le P.S.U. se veut la base d'un large regroupement. Les négociations menées au moment des élections européennes nous ont prouvé que dans un mouvement autogestionnaire très largement disséminé et inorganisé, il était difficile de trouver des interlocuteurs représentatifs. Chez nombre de ceux qui se présentent comme porte-parole de certaines luttes à caractère autogestionnaire, le intérêt de personne l'emportent sur la nécessité d'un vaste rassemblement sur le projet socialiste autogestionnaire.

La candidature d'Huguette Bouchardeau vise à montrer comment le projet socialiste autogestionnaire permet de relier et de donner une unité aux cinq questions fondamentales suivantes :

- 1) Les problèmes liés à l'exploitation des travailleurs et à la crise actuelle du capitalisme, montrer comment notre axe de contrôle ouvrier et populaire peut être une réponse des travailleurs aux attaques dont ils sont victimes.
- 2) Le féminisme : montrer comment les préoccupations féminines sont nécessairement, un des fondements du projet autogestionnaire et qu'à l'inverse, un projet de société socialiste autogestionnaire est nécessaire à une véritable libération des femmes.
- 3) L'antinucléaire et l'écologie : souligner l'importance de ces problèmes et montrer que la société autogestionnaire est aussi une société écologique et s'oppose résolument au centralisme du « tout nucléaire ».
- 4) Liberté et lutte contre l'Etat centraliste.
- 5) Le droit à l'autodétermination des nations opprimées.

## ÉNERGIE NUCLÉAIRE



## ÉNERGIE TOTALITAIRE

Permanences et réunions : les mardis à 19 h. P.S. ; une réunion avec film et débat aura lieu sur le thème : « Nucléaire, quel avenir ? », le mardi 11 décembre à 20 h en présence de Yves Lenoir, de Louis Puiseux et d'un syndicaliste C.F.D.T. Maison verte, 127, rue Marcadet, Paris 18<sup>e</sup>.

## Motion présentée par la commission "Elus et pouvoir local"

Le Conseil national du P.S.U. des 17 et 18 novembre 1979 avait été initialement convoqué sur un ordre du jour unique : « Elus et pouvoir local » (cf. décision du Congrès de Saint-Etienne). Depuis, le déroulement et l'objet du débat au sein du Parti ont pratiquement évacué cette question de nos préoccupations. L'organisation même et l'ordre du jour du Conseil national ont sanctionné cet état de fait.

Le Parti tout entier doit cependant résoudre les problèmes posés par sa pratique des institutions municipales, tels qu'ils ont été évoqués lors des six Conférences régionales organisées comme prévu mais avec une participation insuffisante des camarades sans mandat électif.

Cette pratique des institutions municipales doit, toutefois et impérieusement, être mieux analysée, mieux contrôlée par l'ensemble du Parti. Inversement, et tout aussi impérieusement, elle doit être capitalisée par le P.S.U. qui peut y trouver un moyen de renforcement et de développement. Notre pratique municipale est, en effet, une occasion de mettre notre politique et nos analyses à l'épreuve des faits. Elle constitue une façon d'accroître notre crédibilité.

En conséquence, le Conseil national décide de mettre en œuvre les moyens d'une véritable insertion de notre pratique des institutions municipales dans la pratique globale du Parti.

Il mandate la Direction politique pour atteindre dans les six mois les objectifs suivants :

- à l'occasion de chaque campagne nationale, définir les modalités de participation et de concours des élus ;
- établir une liaison permanente entre les Secteurs d'intervention du Parti et les élus ;
- réserver systématiquement dans la presse du Parti (notamment *T.S. Hebdo* et *Mensuel*) une place aux contributions relatives à la pratique municipale ;
- concrétiser son soutien, sous toutes les formes, à la Fédération des Elus Autogestionnaires, et veiller à ce que toutes les instances du Parti en fassent de même ;
- organiser, en mai 1980, une conférence nationale sur le thème « Institution et pratique municipales ». Cette conférence concernera les militants du Parti, non élus comme élus. Elle établira un bilan après trois ans de mandat et définira les axes d'intervention pour les trois années à venir. La préparation de cette Conférence nécessitera :

- 1) édition et diffusion des compte-rendus des 6 Conférences régionales ;
- 2) publication d'une synthèse de ces compte-rendus et des contributions des militants dans un numéro spécial du *Courrier du P.S.U.* ;
- 3) élaboration et diffusion — par le même canal — pour discussion dans les sections, de textes d'orientation et ce, deux mois au plus tard avant la tenue de la Conférence nationale.



## ARMÉE

### Soldat européen sous l'uniforme...

I.D.S. salue fraternellement le Conseil national du P.S.U. et souhaite plein succès à ses travaux.

I.D.A. qui depuis 1974 se bat dans les casernes et dans la société civile pour que soient reconnus aux soldats les mêmes droits qu'à tous les citoyens et particulièrement la liberté syndicale.

Les 3 et 4 novembre dernier I.D.S. a participé à Utrecht à la 2<sup>e</sup> Conférence européenne des organisations de Conscrits, à cette conférence I.D.S. représentait la tendance syndicale du mouvement des soldats en France.

Cette rencontre a permis d'élaborer un programme prenant en compte les revendications communes à tous les soldats d'Europe. Les organisations participantes se sont engagées à la reconstruction d'une organisation européenne et à poursuivre de débat sur plusieurs problèmes, entre autres sur les rapports avec les engagés.

La conférence d'Utrecht a mis en évidence la situation scandaleuse des soldats de France par rapport à celle des soldats des autres pays européens, notamment l'absence totale des droits les plus élémentaires, alors que dans la quasi-totalité des pays d'Europe les soldats ont conquis de haute lutte une partie de ces droits. Mme Veil peut, à l'Assemblée européenne tenir des discours ronflants sur les libertés, cela ne l'empêche nullement de soutenir un régime qui maintient plusieurs centaines de milliers de personnes dans une situation de non-citoyens.

C'est avec l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques dont le P.S.U. qu'I.D.S. entend mener la bataille pour le respect des droits démocratiques, bataille d'une importance évidente tant il est vrai que l'armée française est une menace permanente pour les libertés démocratiques. I.D.S.

# CALENDRIER POLITIQUE

## Manifestation pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception

24 novembre : manifestation à Paris. Le 24 novembre à l'Assemblée nationale, pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception. Le P.S.U. soutient cette manifestation et appelle ses militants à s'y retrouver nombreux.

## Commission nationale agricole

Le groupe de travail mis en place sur les questions « Femmes, développement rural. Echanges agro-alimentaires » propose quatre réunions sur des thèmes qu'il lui semble important d'approfondir :

Le jeudi 15 novembre à 19 heures, 9, rue Borromée, 75015 Paris : « Les technologies appropriées ; appropriées à qui ? à quoi ? »

Le jeudi 13 décembre, même heure, même adresse : « Que faire en France contre la famine ? » (débat avec des organisations tiers-mondistes.

Le jeudi 17 janvier, même heure, même adresse : « L'arme alimentaire, mythe et/ou réalité ». Au cours du premier trimestre 1980 (date non encore précisée) : « Le Tiers monde exploité ? »

Si par ailleurs vous désirez de plus amples renseignements sur les réflexions du groupe de travail, nous vous rappelons que le secrétariat de la C.N.A. tient une permanence tous les lundis de 18 h 30 à 20 h, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

## Nucléaire : danger

Jeudi 22 novembre (Nîmes) : débat sur les dangers du nucléaire au centre Neruda de Nîmes, avec la participation de Claude-Marie Vadrot, journaliste au *Canard Enchaîné*.

## Procès de Jean Fabre

Lundi 26 novembre (Paris) : meeting à la Mutualité organisé par le Comité défense de Jean Fabre pour la libération du Secrétaire national du Parti radical italien. Participation d'Huguette Bouchardeau.

## Cinéma-P.S.U.

Mardi 27 novembre (Paris) : réunion de la Commission cinéma à 19 h, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Il sera question principalement de ce qu'on peut organiser pour le XX<sup>e</sup> anniversaire du Parti, notamment du festival de films à Paris.

## Ça bouge dans la Marne

Dans le cadre de la campagne « Pour une autre politique de l'énergie, pour un débat démocratique sur l'énergie », les organisations suivantes : P.S.U., P.S., C.F.D.T., organisent à Reims une soirée sur le nucléaire, le mardi 4 décembre au cinéma « Le familial », 98, rue de Chanzy. Au programme : 20 h : exposition et table de presse des différentes organisations ; 20 h 30 : film, « Voyage dans les centrales de la terre » ; 21 h 45 : débat avec un animateur des Amis de la terre et des travailleurs de Tricastin.

## Basse-Normandie

8 et 9 décembre (Alençon) : week-end de formation de Basse-Normandie, précédé le 7 décembre par un meeting P.S.U. auquel participeront, R. Schulbaum, J.-M. Demaldent, D. Grandais.

## Direction politique

15 et 16 décembre (Paris) : réunion de la Direction politique à 14 h, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Ordre du jour : proposition d'élargissement du B.p. ; débat sur la situation politique ; 20<sup>e</sup> anniversaire ; application et suivi des précédentes D.P. et du Conseil national. Les Commissions doivent se réunir le samedi matin à partir de 9 h 30.

## Offre d'emploi

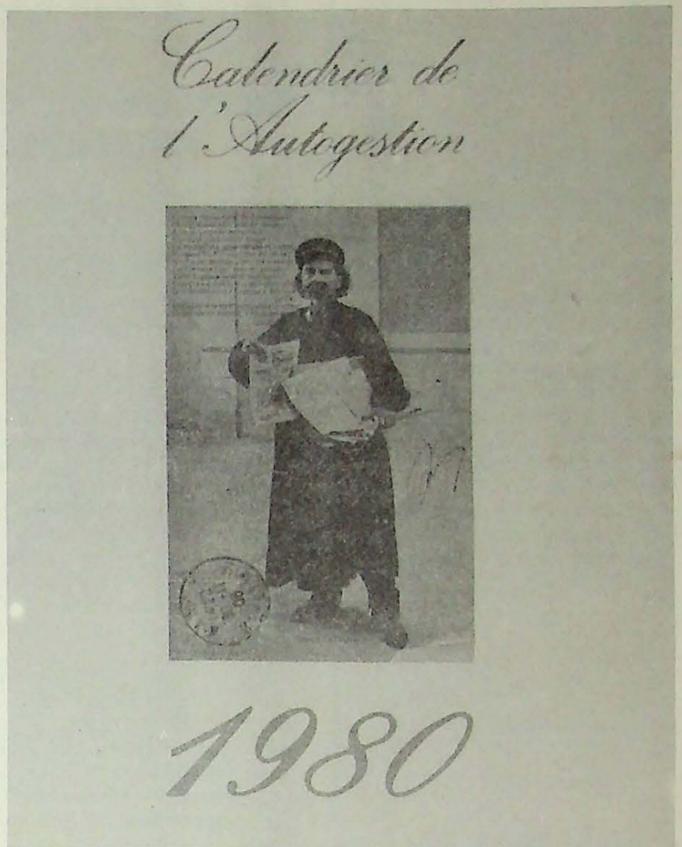
Commune de la banlieue Sud-Est de Paris recherche un(e) directeur(trice) titulaire du B.A.F.D. pour un emploi à temps plein de direction des centres de loisirs de la Commune. Rémunération mensuelle de l'ordre de 3 600 F. Ecrire au téléphoner au journal pour toute précision et contact à prendre.

## Centre populaire de formation socialiste

Mardi 27 novembre au F.I.A.P., 30, rue Cabanis, 75013 Paris. Serge Depaquit : « La crise du mouvement communiste ». Mardi 4 décembre : Victor Fay : « Bilan du stalinisme ».

## Rectificatif secteur école formation

En raison de la tenue de la Direction politique des 15 et 16 décembre, le week-end Ecole-Formation est reporté aux samedi 12 et dimanche 13 janvier. En conséquence, la réunion de la Commission Ecole-Formation préparatoire au week-end se réunira le samedi 15 décembre à 9 h du matin.



Pensez à votre avenir, pensez à 1980 ! et pour cela, procurez-vous le calendrier de l'autogestion. En vente au prix de 15 F, frais d'envoi compris, à l'unité ou au prix de 10 F en nombre pour les sections et fédérations. Pensez-y rapidement. 566.45.37 Martin.

La Commission a préparé un questionnaire pour le Conseil national, ce questionnaire est disponible rue Borromée, sur simple demande.

La Commission cherche de toute urgence des affiches P.S.U. entre 1960 et 1968 surtout sur la guerre d'Algérie. D'autre part toute documentation et photos sur le P.S.U. seront les bienvenues.

Les sections et fédérations sont priées de nous informer le plus vite possible sur les manifestations qu'elles prévoient pour le XX<sup>e</sup> anniversaire.

Pour tout contact : Commission XX<sup>e</sup> anniversaire, Gilles Marsauche, 9, rue Borromée, 7515 Paris.

## LA FETE

La Commission fête du P.S.U. se réunit régulièrement depuis début septembre. Les délégués du Conseil national du Havre ont eu à remplir un questionnaire élaboré par cette Commission. 72 réponses sont remontées.

Une journée de travail sur la fête est prévue (depuis deux mois déjà) pour le samedi 15 décembre à partir de 9 heures au siège du P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 Paris. La réunion de la D.P. des 15 et 16 décembre n'annule pas cette journée de travail. Au contraire, le travail du matin se fera comme une commission ouverte de la Direction politique, les travaux se poursuivront dans l'après-midi.

Signalez votre participation et demandez des billets de congrès en écrivant à P.S.U.-Fête 9, rue Borromée, 75015 Paris.

## SYROS



La fin des terres promises. C'est un récit vivant et douloureux : vingt années au milieu des opprimés, des parias de Palestine et d'ailleurs. Myriam et Paul vivent les pires épisodes de la tragédie : Jérusalem arabe pendant la guerre des six jours, les camps palestinien de Husn lors du septembre noir, le Liban au déclenchement de la

guerre civile et même... le Brésil peu après le massacre des ligues paysannes. 45 F

## tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg  
Secrétariat : Marie Relandeau  
Maquette et collaboration technique : Régis Cograne  
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37  
Directeur de la publication : Victor Leduc  
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris  
Numéro de la commission paritaire : 37 392  
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05  
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

## bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)  
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Nom .....

Adresse .....

Frais de port : 4 F par ouvrage - 3 F à partir de 2. Chèques à l'ordre de la librairie SYROS - CCP Paris 19 706 28.